

logements redevienne abordable. Pourtant, nous n'avons pas vu cela.

Dans son rapport, le groupe de travail de notre parti a fait quelque 25 recommandations sur les façons de résoudre le problème du logement dans notre pays. Il est question de former de nouveaux partenariats importants et de chercher des façons de changer les instruments financiers au moyen de nouvelles formes d'hypothèques, d'hypothèques à long terme, de taux d'intérêt réduits et en se débarrassant de la TPS qui fera augmenter de 2 à 2,5 p. 100 au moins le prix d'une maison, même après les ristournes. Il y a un certain nombre de choses qu'on peut faire pour que le prix des logements redevienne abordable. Nous voudrions que le gouvernement s'engage à financer la construction de coopératives d'habitation au rythme d'au moins 5 000 unités par année. Nous voulons qu'il construise plus de logements sociaux, peut-être avec la collaboration du secteur privé et du secteur des organismes sans but lucratif. Il faut tenir compte également des gagne-petit et des assistés sociaux, à notre avis. Ils n'ont peut-être pas assez d'argent pour se loger. Nous devons donc engager des consultations auprès des gouvernements provinciaux et coordonner nos mesures avec eux afin de compléter le revenu de ces gens, surtout maintenant qu'il y a problème du côté de l'offre et qu'on n'arrive pas à construire suffisamment de logements. On pourrait en profiter pour aider ces gens qui consacrent plus de 30 p. 100, voire plus de 50 p. 100 de leur revenu au logement.

Nous avons également l'occasion d'aider le secteur privé. L'Association canadienne des constructeurs d'habitations et d'autres constructeurs partout au Canada devraient être libérés de la paperasserie municipale, provinciale et fédérale pour mieux être en mesure de construire les maisons que les gens aiment et qu'ils ont les moyens de se payer.

Nous devons comprendre également que ce n'est pas tout le monde qui veut acheter une maison. Certains doivent vivre dans un loyer. Nous savons quels effets les taux d'intérêt auront sur l'offre et sur le coût des immeubles locatifs. Les constructeurs ne construiront pas. Les investisseurs n'investiront pas dans la construction tant que les taux d'intérêt sont à 14,5 p. 100 et qu'ils continuent d'augmenter. On construira très peu d'immeubles locatifs et d'appartements, ce qui ne peut qu'aggraver ce problème et rallonger les listes d'attente.

Les crédits

Nous croyons également que le gouvernement a affiché le plus profond mépris envers le marché de la rénovation dans les parcs d'immeubles locatifs actuels. Nous avions un programme fantastique, le PAREL, mais le gouvernement vient de le saborder. C'était une façon de remettre en état les habitations pour que les gens puissent avoir des logements abordables. Encore une fois, le gouvernement a réduit le budget consacré au logement et veut en même temps nous faire croire qu'il est sincèrement à l'écoute des problèmes des Canadiens. Pourtant, il supprime ces programmes valables qui, en fait, permettaient d'offrir des logements abordables.

Selon un rapport et des consultations avec les Canadiens, nous devons rétablir le PAREL. Nous croyons qu'il est possible de remettre en état les logements existants.

À notre avis, les institutions financières ont un très grand rôle à jouer pour ce qui est de fournir des logements abordables, peut-être en concevant des prêts hypothécaires novateurs. Nous croyons également que, bien qu'il parle avec éloquence des terres de l'État, le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour remettre ces terres entre les mains d'entreprises à but non lucratif ou de coopératives.

Au lieu de les vendre au prix courant, le gouvernement devrait envisager de les louer à long terme aux coopératives et aux entreprises à but non lucratif, ce qui permettrait d'en soustraire les coûts exorbitants du total des frais de construction des logements.

Cela permettrait à notre avis de réduire l'éventuel supplément au loyer. Nous croyons également que le gouvernement devrait envisager d'émettre des titres de propriété communautaires, pour qu'une coopérative ou une entreprise sans but lucratif puisse participer au droit de propriété ou accumuler des avoirs et, en fait, produire du capital interne pour réaliser d'autres projets.

Les possibilités sont excellentes dans le domaine du logement, mais nous estimons que le gouvernement doit prendre des engagements. Je ne mets pas en doute celui du ministre, dont les antécédents dans le secteur municipal sont bien connus. Mais je doute de l'engagement du gouvernement qui, depuis quatre ou cinq ans, réduit les budgets, se décharge de sa responsabilité et tente de la refiler aux gouvernements provinciaux et même municipaux.

Enfin, je désire aborder à nouveau un sujet important. Il n'y va pas uniquement d'argent et de logement.